

# révoltes

7 avril 2006

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**28 mars : 3 millions de manifestants exigent le retrait du CPE.**

**31 mars : Contre cette exigence, Chirac promulgue la loi d'égalité des chances avec le CPE ; il donne ses ordres au gouvernement et à l'Assemblée nationale. Il exige que les députés rediscutent et aménagent le CPE pour le préserver.**

**4 avril : plus de 3 millions de manifestants exigent le retrait pur et simple du CPE.**

**6 et 7 avril : les dirigeants des syndicats acceptent la discussion avec l'UMP et Sarkozy.**

**À BAS LES DISCUSSIONS VISANT À PRÉSERVER LE CPE ET LE GOUVERNEMENT !  
FRONT UNIQUE POUR EN FINIR AVEC CHIRAC, VILLEPIN ET SARKOZY SANS ATTENDRE  
2007 !**

Depuis le 16 janvier, toutes les organisations de jeunesse, tous les syndicats exigent le retrait pur et simple du CPE ; et ils ont d'abord refusé d'en discuter. Le PS et le PCF ont exigé le retrait du CPE. Sur ce plan, l'unité a été réalisée. Mais **imposer le retrait du CPE nécessite d'engager le combat pour vaincre et chasser Chirac et son gouvernement, immédiatement.** Or ceci, les dirigeants des organisations ouvrières ne le veulent pas car ils ont peur que la mobilisation des masses puisse menacer l'ordre bourgeois.

Aussi, le vendredi 24 mars, les dirigeants des confédérations syndicales ont-ils répondu à l'invitation de Villepin qui voulait discuter de la mise en œuvre du CPE. Mais face à la résistance qui s'est exprimée contre toute négociation, face à l'ampleur des manifestations du mardi 28 mars, les dirigeants des organisations syndicales n'ont pu participer à la seconde réunion prévue par Villepin le 29 mars.

Ils ont alors contourné la difficulté : avec le PS, le PCF, la LCR, ils se sont adressés à Chirac – ce qui revenait à le légitimer – pour qu'il ne promulgue pas la loi, pour qu'il la renvoie à l'Assemblée Nationale. Chirac avait donc la possibilité de manœuvrer ; il a saisi la perche qui lui était tendue: il a promulgué la loi et il a chargé l'Assemblée nationale dominée par l'UMP de maquiller le CPE désormais promulgué.

Chirac a ainsi obtenu que les dirigeants des syndicats discutent avec Sarkozy et les députés de l'UMP. Au-delà, Chirac, Sarkozy et Villepin espèrent une grande négociation visant à démanteler tout le code du travail ; ils veulent aussi assujettir les étudiants et les universités au patronat : c'est le sens du « *grand débat national sur les liens entre université et emploi* » proposé par Chirac dans son allocution ; mais chacun sait désormais que tous ces « grands débats » n'ont comme objectif que d'associer les organisations syndicales à la politique réactionnaire du gouvernement.

**Discuter de ces projets, c'est permettre de sauver le CPE, c'est organiser la démobilisation, c'est donc sauver Chirac, Sarkozy et Villepin !**

**La responsabilité des dirigeants des syndicats était de refuser toute rencontre avec les députés de l'UMP : Assez de soutien à ce gouvernement ! Cessez toute concertation avec l'UMP et Sarkozy !**

**Dirigeants des syndicats,**

- **refusez tout nouveau contrat réservé aux jeunes (nouveau « civis » ou autre contrat) : exigez le retrait pur et simple du CPE et non son remplacement !**
- **refusez toute négociation visant à disloquer le Code du travail, refusez que des « négociations » puissent être imposées par la loi aux organisations syndicales ouvrières !**

Depuis des semaines, de plus en plus clairement, les Assemblées générales et manifestations ont exprimé la nécessité d'en finir avec Chirac et son gouvernement. Dès le 26 mars, la coordination nationale des étudiants avait dû se faire l'écho de cette volonté en appelant à la démission du gouvernement. Mais il faut être plus précis. Dans certaines assemblées générales, des motions ont été adoptées « *pour que les syndicats appellent à la grève générale pour le retrait du CPE et le départ de Chirac et de son gouvernement* », ou pour qu'ils « *organisent la manifestation centrale à Paris pour chasser Chirac, son gouvernement, sa majorité* ». Ceci est juste.

A l'annonce de la promulgation de la loi, les étudiants ont scandé : « *Chirac démission !* », « *Chirac en prison, Villepin démission !* », « *grève générale !* ». Ils ont raison :

## **Chirac doit partir, immédiatement, et avec lui Villepin, Sarkozy et leur majorité UMP.**

La responsabilité des dirigeants du PS et du PCF, ce n'est pas d'aller aider au maquillage du CPE à l'Assemblée Nationale pour sauver le gouvernement ; c'est de déclarer : « Nous exigeons le départ immédiat de Chirac. Nous sommes la majorité dans le pays. Nous sommes prêts à constituer immédiatement un gouvernement de nos seuls partis, sans Chirac ni organisation bourgeoise ».

La coordination nationale des étudiants a appelé, le 2 avril, à « *la grève générale reconductible* ». En arrière fond de cet appel, il y a l'aspiration des travailleurs à engager le combat. Mais la question centrale, c'est celle de la perspective donnée à la mobilisation. En mai -juin 2003, les dirigeants syndicaux ne voulant pas affronter le gouvernement avaient refusé d'appeler à la grève générale et appelaient à la « *grève reconductible* ». Aujourd'hui, tous les travailleurs veulent en finir immédiatement avec Chirac, ce gouvernement et cette politique. Le mot d'ordre d'action découle de cette exigence :

**La responsabilité des dirigeants syndicaux, c'est de cesser toute concertation, de cesser de protéger le gouvernement, c'est d'appeler – avec le soutien du PS et du PCF –**

**à la grève générale et à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour abroger le CPE et pour chasser Chirac, pour en finir avec cette politique, ce gouvernement et ses députés UMP-UDF.**

Par leur mobilisation, par leur organisation, les travailleurs et la jeunesse peuvent imposer la réalisation du Front unique pour la grève générale et la manifestation centrale.



La chute de Chirac permettait d'en finir avec la Vème République réactionnaire, permettrait d'en finir avec les pleins pouvoirs d'un président Bonaparte, permettrait d'en finir avec le 49 ter, et tous les autres outils d'un régime du « coup d'État permanent ». La destruction de la Vème République ferait tomber un obstacle et serait un point d'appui dans le combat contre la bourgeoisie, sur la voie du combat pour l'expropriation de la bourgeoisie et pour la constitution d'un gouvernement ouvrier.